

EVOLUTION DE L'INDICE COMPOSITE DES ACTIVITES ECONOMIQUES (ICAE) DE LA CEMAC AU PREMIER TRIMESTRE 2026 ET PERSPECTIVES A COURT TERME

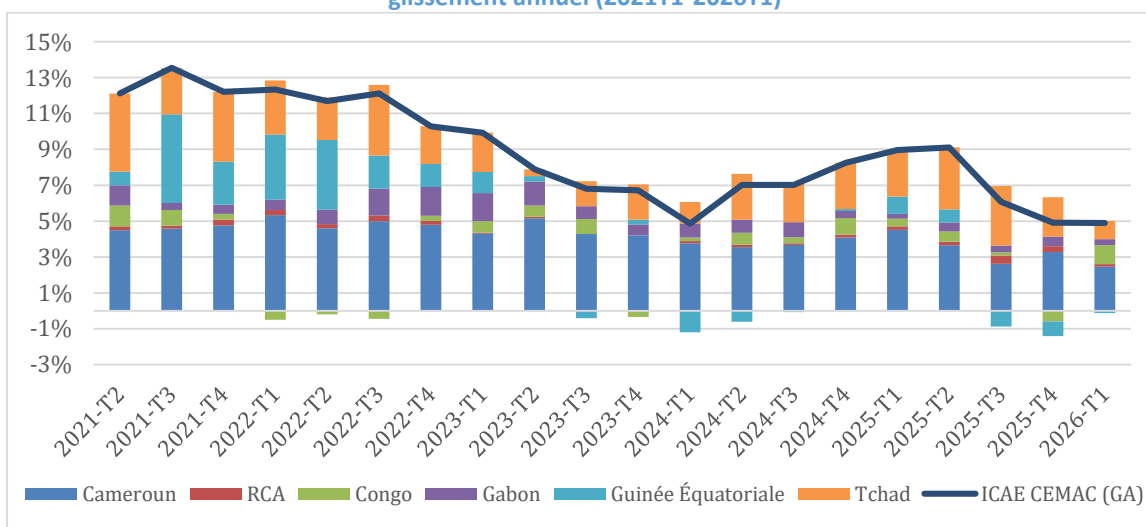
I- Evolution récente

Au premier trimestre 2026, la croissance économique de la CEMAC est restée stable avec le secteur privé comme principal moteur ...

Au premier trimestre 2026, les données recueillies par les Services de la BEAC indiquent une progression modérée de l'activité économique dans la CEMAC. En effet, l'Indice Composite des Activités Économiques (ICAE)¹ a enregistré une croissance de 4,9 % en glissement annuel, comme au quatrième trimestre 2025, en ralentissement par rapport au premier trimestre 2025 (9,0 %). Le Cameroun demeure le principal contributeur à cette évolution (+2,5 points), suivi du Congo (+1,0 point) et du Tchad (+1,0 point). Le Gabon (+0,3 point) et la République Centrafricaine (+0,1 point) apportent des contributions plus modestes, tandis que la Guinée Équatoriale a une contribution plutôt négative (-0,1 point).

Cette dynamique s'explique par une moindre impulsion du secteur public, partiellement compensée par le dynamisme du secteur privé, notamment les services marchands et la résilience des produits de base.

Graphique 1 : Contributions des différents pays à la variation en glissement annuel de l'ICAE CEMAC en glissement annuel (2021T1-2026T1)



Source : BEAC, Administrations

¹ L'annexe 7 présente la définition et la méthodologie de calcul de l'ICAE

Le secteur public a globalement pesé sur l'activité économique dans la CEMAC, sous l'effet de l'essoufflement de la commande publique dans certains pays notamment au Cameroun et au Gabon, consécutif à l'achèvement de certains grands chantiers d'infrastructure et à au timide démarrage des travaux publics à cette période de l'année. En outre, la contraction des dépenses publiques des Etats de la CEMAC dans un contexte de rigueur budgétaire devrait renforcer cet effet modérateur du secteur public sur la croissance régionale.

En revanche, le secteur privé a offert un soutien plus marqué, une bonne tenue des branches des télécommunications, des brasseries et dans une moindre mesure les BTP, mais un ralentissement dans l'agro-industrie et les services financiers dans la plupart des Etats de la CEMAC, et dans une moindre mesure au Gabon. Les financements bancaires, en hausse dans plusieurs pays, ont soutenu les services, agro-industries et les BTP. Toutefois, les difficultés d'accès à l'énergie, qui pèsent sur les coûts d'exploitation et la trésorerie des entreprises, ainsi que les contraintes logistiques ont limité l'ampleur du redressement dans le secteur hors pétrole. Le secteur public a globalement pesé sur l'activité économique dans la CEMAC, sous l'effet de l'essoufflement de la commande publique dans certains pays notamment au Cameroun et au Gabon, consécutif à l'achèvement de certains grands chantiers d'infrastructure et à au timide démarrage des travaux publics à cette période de l'année. En outre, la contraction des dépenses publiques des Etats de la CEMAC dans un contexte de rigueur budgétaire devrait renforcer cet effet modérateur du secteur public sur la croissance régionale.

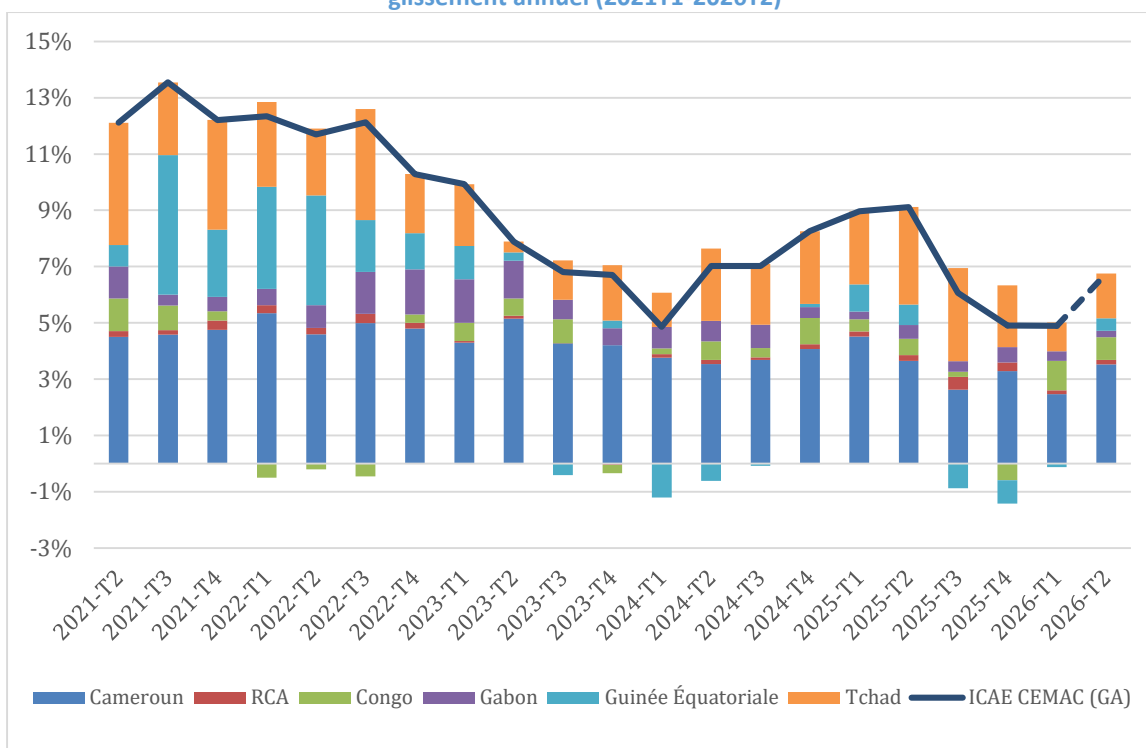
En revanche, le secteur privé a offert un soutien plus marqué, une bonne tenue des branches des télécommunications, des brasseries et dans une moindre mesure les BTP, mais un ralentissement dans l'agro-industrie et les services financiers dans la plupart des Etats de la CEMAC, et dans une moindre mesure au Gabon. Les financements bancaires, en hausse dans plusieurs pays, ont soutenu les services, agro-industries et les BTP. Toutefois, les difficultés d'accès à l'énergie, qui pèsent sur les coûts d'exploitation et la trésorerie des entreprises, ainsi que les contraintes logistiques ont limité l'ampleur du redressement dans le secteur hors pétrole.

II- Perspectives d'évolution de l'ICAE à court terme

... une accélération de la croissance des activités économiques est attendue au deuxième trimestre 2026 ...

Pour le deuxième trimestre 2026, les services de la BEAC anticipent une accélération de l'ICAE à 6,7 % en glissement annuel. Cette embellie serait principalement tirée par le Cameroun (+3,5 points) et le Tchad (+1,6 point). Le Congo (+ 0,8 point), le Gabon (+0,2 point) et la République Centrafricaine (+0,2 point) maintiendraient une orientation positive. La Guinée Équatoriale renouerait avec une contribution favorable (+0,4 point).

Graphique 2 : Contributions des différents pays à la variation en glissement annuel de l'ICAE CEMAC en glissement annuel (2021T1-2026T2)



Source : BEAC, Administrations Nationales

Ce regain de vigueur reposerait sur la poursuite de l'amélioration des cours des produits de base, portée par une activité pétrolière qui continuerait de bénéficier des cours mondiaux favorables, ainsi que par le secteur minier, notamment avec le manganèse au Gabon et l'or au Tchad et en République Centrafricaine. Le démarrage de la campagne cacaoyère au Cameroun viendrait également soutenir cette dynamique.

La bonne tenue de la demande intérieure, soutenue par la consommation des ménages et, la montée en puissance de projets d'infrastructures publics sur la période, encourageraient cette évolution. Enfin, le dynamisme des télécommunications dans la plupart des pays et des industries manufacturières, notamment les brasseries, renforcerait cette orientation favorable.